

# Impacts économiques

## ***Comment l'application du protocole de Kyoto affectera-t-elle l'économie canadienne?***

La poursuite des objectifs du protocole de Kyoto comporte des coûts, mais le gouvernement du Canada s'est engagé à travailler de concert avec les gouvernements provinciaux et territoriaux, le milieu des affaires et l'industrie pour développer des stratégies d'application qui contribueront à une économie forte et croissante. Le gouvernement veut faire en sorte qu'aucune province ou région ne doive porter une part déraisonnable du fardeau et que les entreprises canadiennes demeurent concurrentielles sur les marchés nord-américains et mondiaux.

Des modèles économiques sophistiqués ont été utilisés dans l'élaboration du plan. Bien que ceci ne représente pas une modélisation du plan final, le gouvernement du Canada se sert de ces modèles pour ajuster les éléments du plan de manière à répartir les impacts sur les différentes régions et réduire les impacts sur différents secteurs de l'économie. Ces modèles indiquent que plusieurs des impacts négatifs prévus dans des analyses antérieures pourront être réduits en modifiant les stratégies utilisées pour encourager les réductions de gaz à effet de serre par les gouvernements, les entreprises et les consommateurs.

Ce modèle est basé sur le scénario économique que le Groupe d'analyse et de modélisation fédéral-provincial ont convenu d'utiliser il y a plus d'un an et sur les postulats que le prix international des permis de carbone sera de 10\$ et que les initiatives et programmes du gouvernement du Canada pour contrer les changements climatiques seront directement absorbés dans le budget. Par prudence, trois autres scénarios ont aussi été modélisés utilisant des postulats différents.

Bien qu'il soit impossible de faire des prévisions précises sur une période de 8-10 ans, l'impact économique du scénario le plus probable est -0,4 pour cent du PIB. Cela constitue un impact modeste en rapport à la forte croissance économique prévue pour cette période. On estime que l'élimination des premières 170 MT de la cible canadienne de réduction d'émissions de 240 MT produira l'impact suivant sur :

### **L'emploi**

- D'ici 2010, l'économie canadienne fournira environ 1,26 million nouveaux

emplois, environ 60,000 de moins qu'il ne serait autrement le cas.

### **Les prix de l'énergie**

- Il n'y aura aucun impact direct sur les prix du carburant.
- Le prix du gaz naturel augmenterait de 4 à 8 pour cent au cours des huit prochaines années.
- Des maisons, des véhicules et de l'équipement plus efficaces réduiront les coûts d'énergie.

## Secteurs clés de notre économie

- En lisant cette section, gardez à l'esprit que tous les secteurs de notre économie vont poursuivre leur croissance durant les huit prochaines années. Ces chiffres indiquent la différence dans cette croissance occasionnée par notre lutte au changement climatique. Ainsi, si l'on indique une croissance moindre de 0,2 pour cent, ce la ne signifie pas que ce secteur de notre économie se contractera au cours des huit prochaines années, mais tout simplement qu'il ne croîtra pas aussi rapidement.

Industrie automobile	+0,9 pour cent
Fer et acier	+0,4 pour cent
Pétrole et gaz	-0,4 pour cent
Électricité	-2,8 pour cent
Mines	-0,2 pour cent
Pâtes et papier	+0,2 pour cent
Agriculture	-0,8 pour cent
Biens de consommation/services	-0,1 pour cent
Communications	+0,2 pour cent

## Croissance économique générale

Le produit intérieur brut du Canada augmentera d'environ 17,5 pour cent compte tenu de nos actions pour contrer les changements climatiques au cours des huit prochaines années. Cela représente une différence de 0,4 pour cent de moins sur ce qui aurait été réalisé autrement.

## Croissance économique des provinces

- Les impacts sur la croissance économique des provinces et territoires au cours des prochaines

huit années seraient marginaux et assez également répartis. Ici aussi, un chiffre négatif ne signifie pas que l'économie d'une province rétrécirait, mais plutôt que qu'elle augmenterait moins dans cette proportion entre aujourd'hui et 2010.

Terre-Neuve	-0,2
Île du Prince Édouard	-0,4
Nouvelle-Écosse	-0,3
Nouveau-Brunswick	-0,2
Québec	-0,2
Ontario	+0,2
Manitoba	-0,2
Saskatchewan	-0,4
Alberta	-0,4
Colombie britannique	-0,5
Les territoires	0,0

## Autres impacts

Il convient de souligner que notre modélisation économique ne tient pas compte des effets positifs de notre action contre le changement climatique. Par exemple, les bienfaits de l'air pur pour la santé des Canadiens et Canadiennes, et les effets bénéfiques sur notre environnement en général et sur les opportunités découlant de l'accélération de l'innovation.

Pour des résultats de modélisation plus détaillés sur les secteurs clés de notre économie et pour les différentes provinces, veuillez visiter La modélisation des impacts économiques de la lutte au changement climatique : [www.climatechange.gc.ca/french/ecoimpact/toc.html](http://www.climatechange.gc.ca/french/ecoimpact/toc.html)

**Pour de plus amples renseignements sur les actions entreprises par le gouvernement et ce que vous pouvez faire,**  
veuillez composer 1 800 O-Canada (1 800 622-6232) ou ATS 1 800 465-7735,  
ou rendez-vous aux sites  
[www.changementsclimatiques.gc.ca](http://www.changementsclimatiques.gc.ca)  
[www.gc.ca](http://www.gc.ca)

